

Il transmet à l'inspection du travail les résultats dans les dix jours qui suivent leur réception.

### Section 6 : Vibrations mécaniques.

R. 4722-18

Décret n°2021-143 du 10 février 2021 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agent de contrôle de l'inspection du travail peut demander à l'employeur de faire procéder à un mesurage de l'exposition aux vibrations mécaniques par un organisme accrédité, en vue de s'assurer du respect des obligations relatives à la prévention des risques d'exposition aux vibrations mécaniques prévues au titre IV du livre IV.

R. 4722-19

Décret n°2008-1156 du 7 novembre 2008 - art. 11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur justifie qu'il a saisi l'organisme accrédité dans les quinze jours suivant la date de mise en demeure. Il transmet à l'inspection du travail les résultats dans les dix jours qui suivent leur réception.

### Section 7 : Rayonnements .

R. 4722-20

Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1**, l'inspecteur de la radioprotection mentionné à l'article **L. 1333-29** du code de la santé publique ainsi que les agents mentionnés à l'article **L. 1333-30** du même code peuvent demander à l'employeur de faire procéder aux mesurages prévus à l'article **R. 4451-15** ou aux vérifications de l'efficacité des moyens de prévention prévues aux articles **R. 4451-40** à **R. 4451-48**.

Ils fixent le délai dans lequel l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire ou l'organisme accrédité mentionné à l'article **R. 4451-40** doit être saisi.

R. 4722-20-1

Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur justifie qu'il a saisi l'organisme accrédité ou l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire pendant le délai qui lui a été fixé.

Il transmet les résultats à l'agent ayant demandé la vérification dès leur réception.

R. 4722-21

Décret n°2019-1547 du 30 décembre 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** peut demander à l'employeur de faire procéder aux mesurages des niveaux de rayonnements optiques artificiels prévus à l'article **R. 4452-7** par un organisme accrédité ou à défaut, par le laboratoire national de métrologie et d'essais mentionné à l'article **L. 823-1** du code de la consommation.